

L'Aigle Infos

L'information qu'il vous faut!



HEBDOMADAIRE INDÉPENDANT D'INFORMATIONS GÉNÉRALES N° 353 DU JEUDI 07 NOVEMBRE 2024 - PRIX: 3000 GNF - ZONE CFA : 500

CANDIDATURE DE DOUMBOUYA Alhoussein Makanéra Kaké du FND n'y voit aucun mal

P.4



Édito à vue d'Aigle

Le président Doumbouya promu général d'armée

L'Armée guinéenne, créée dans la foulée de la proclamation de l'indépendance nationale, a soufflé ses 66 bougies le vendredi 1er Novembre 2024. A cette occasion, le président de la transition, Mamadi Doumbouya, jusqu'ici général de corps d'armée a été élevé au grade de général d'armée. L'actuel locataire du Palais Mohammed V a conséquemment été décoré de la Croix de guerre, élevé à la dignité de Grand-croix de l'Ordre national du Kolatier... P.2

FÊTE DE L'ARMÉE

P.4



Les confidences d'un ancien combattant (Entretien)

DROITS DE L'HOMME

P.7



Un réseau d'avocats pour la défense des hommes de médias (Entretien)

JUSTICE

P.3



Me Frédéric Foromo Loua réagit à la libération de plusieurs détenus sans jugement (Entretien)

GUINÉE

P.5

Mamadou Oury Diallo, ancien chroniqueur à la radio FIM FM, descend dans l'arène politique (Entretien)

PAGE NOIRE

P.10

Le Kountigui de la Basse-Guinée, Elhadj Sékhouna Soumah, tire sa révérence

ÉLECTION DE DONALD TRUMP AUX ÉTATS-UNIS

De nombreuses réactions en Afrique, mais des souvenirs mitigés

P.6

Édito à vue d'aigle



Le président Doumbouya promu général d'armée

L'Armée guinéenne, créée dans la foulée de la proclamation de l'indépendance nationale, a soufflé ses 66 bougies le vendredi 1er Novembre 2024. A cette occasion, le président de la transition, Mamadi Doumbouya, jusqu'ici général de corps d'armée a été élevé au grade de général d'armée. L'actuel locataire du Palais Mohammed V a conséquemment été décoré de la Croix de guerre, élevé à la dignité de Grand-croix de l'Ordre national du Kolatier. Pour rappel, le tombeur d'Alpha Condé est titulaire d'un brevet français d'études supérieures militaires et d'un master de défense à l'université parisienne Panthéon-Assas ; titulaire d'un diplôme de Saumur

dans le cadre de la coopération entre la France et les États africains partenaires pour la formation des gradés. Il a suivi des formations militaires au Sénégal, au Gabon et en Israël, et a participé à des missions et opérations à l'École de guerre en France, en Afghanistan, en Côte d'Ivoire, à Djibouti, en Centrafrique, en Israël, à Chypre et au Royaume-Uni. Légionnaire de l'armée française, il a terminé son contrat en 2009, pour retourner au bercail en 2011. Il sera affecté au Centre d'instruction d'infanterie du Camp Kwamé Krumah au Km36, comme Instructeur, puis Directeur des études. Il y formera près de 4000 militaires de rang et sous-officiers. Et après avoir suivi beaucoup de formations de Commandants d'unité au Sénégal, il sera affecté au Centre d'instruction d'infanterie de Kindia.

En 2018, il sera promu Commandant des forces spéciales de Guinée. En février 2019, il participera à une formation militaire Flintlock pour l'élite militaire africaine et représentera la Guinée à Ouagadougou lors d'exercices militaires organisés par l'armée américaine. Il deviendra lieutenant-colonel la même année et colonel en 2020.

Le 5 septembre 2021, comme on le sait, il évincera du pouvoir le professeur Alpha Condé qui venait d'entamer un très controversé 3ème mandat. Au lendemain de cette prise du pouvoir par la force, il a promis de ne pas répéter les erreurs du passé et d'organiser des élections libres et transparentes pour remettre le pouvoir aux civils. Des élections auxquelles aucun membre d'un organe de la transition (président de la transition, CNRD, Conseil national de la transition, Gouvernement de transition) ne sera candidat.

Trois ans après, son bilan est diversement apprécié par ses compatriotes. Pour ses chauds partisans, les acquis de la gouvernance CNRD sont nombreux. Ils citent entre autres : le rassemblement et la réconciliation des Guinéens ; l'ouverture ou la finition des chantiers de construction d'infrastructures ; la tenue du procès des événements du 28 septembre 2009 ; la mise en place d'un cadre de dialogue permanent ; le recrutement de nouveaux fonctionnaires ; l'équipement et la modernisation des forces de défense et de sécurité.

Pour d'autres par contre, notamment les Forces vives de Guinée qui ont en leur sein les trois grandes formations politiques du pays (RPG Arc-en-ciel, UFDG, UFR), le CNRD et son président auraient l'intention de confisquer le pouvoir contre la volonté de la majorité des Guinéens. Ils viennent d'être confortés dans leur position, suite à cette élévation du président Mamadi Doumbouya au grade de général d'armée.

Kéfina Diakité

ACTUALITÉ

JUSTICE

Dr Kassory Fofana absent à nouveau à son procès

Le mercredi 06 novembre 2024, l'ex-Premier ministre, Dr Ibrahima Kassory Fofana, poursuivi pour des faits présumés de détournement de deniers publics par devant la chambre du jugement de la Cour de répression des infractions économiques et financières (Crief), a été nouveau absent à nouveau à son procès. Conséquence : la Cour a ordonné de l'entendre depuis son lit de malade le 19 novembre prochain.



Me Sidiki Béréte fait partie des avocats du Dr Ibrahima Kassory Fofana. Il a expliqué à cette occasion que leur client n'a pas répondu à l'appel à l'audience du jour pour des raisons de santé. Il a demandé à la cour d'accepter d'aller l'entendre dans son lit de malade à la clinique Pasteur, et de surseoir à statuer en attendant que le prévenu soit évacué. Comme il fallait s'y attendre, le parquet spécial représenté par le procureur spécial Aly Touré s'est prononcé contre cette demande de la défense. « Monsieur le Président, nous sommes en face d'un prévenu qui ne veut pas être jugé par la cour. Il l'a écrit qu'il ne comparaitra pas. Monsieur le Président, c'est un refus de comparaître. Aujourd'hui les gardes sont partis le chercher, il a dit qu'il ne vient pas, qu'il est malade. Son comportement

est de nature à défier la justice. Nous vous demandons de rejeter la demande de la défense et renvoyer l'affaire pour les réquisitions et plaidoiries », a martelé le procureur spécial qui, sans surprise, a été appuyé par le représentant de l'Agent judiciaire de l'Etat qui a lui aussi demandé à la cour de débouter les avocats du dernier Premier ministre du professeur Alpha Condé. Selon Mediaguinee, le juge a par la suite ordonné que le prévenu soit entendu le 19 novembre prochain, une manière pour la cour de constater son état physique. Il a rejeté le sursis à statuer, et il a dû surseoir à la demande de transfert du prévenu jusqu'à l'accomplissement de la présente mesure qui s'accomplira en présence des médecins et avocats du prévenu.

Mamadou Oury



Autorisation N°299/PR/TPI/K/2018 - Siège : Hamdaye 2 Commune de Ratoma, Sur la route Le Prince à côté de la Mosquée Diakitéya - BP : 6184 Conakry - République de Guinée

E-mail : laigleinfosng@gmail.com - tél. (+224) 621935388

Fondateur & Administrateur Général

Mamadou Aliou (Kéfina Diakité & Kaba Kankoula) Diakité
Tél. +224 621935388 / 622 04 62 21 / 664 63 09 53

Directeur de Publication

Amadou Sadjo Diallo

Rédacteur en Chef

Sékou Condé

Secrétaire Général de la Rédaction

Sammuel M'Bemba

Comité de Rédaction

Sammuel M'Bemba, Mamadou Aliou (Kéfina Diakité) Diakité, Sékou Condé, Mamadou Oury Bah, Amadou Sadjo Diallo

Collaborateurs:

Thomas Morgan Mamy, Moise Sidibé, Isidoros Karderinis

Stagiaire: Mamadou Oury Bah

Service Commercial, Marketing, Abonnement,

Annonces et Pub

Oumar Kabirou Kaba

654 75 56 50

Imprimeur

Arbaba Barry

628463493

Imprimerie

Le Scribe

Distribution

L'Aigle Infos/Maison du Livre

Mise en page

Mohamed Lamine Camara - 664 57 99 72

Edité par : Kéfina Sarlu (Société de Régie, d'édition

et de Communication)



Interview

CANDIDATURE DE DOUMBOUYA

Alhoussein Makanéra Kaké du FND n'y voit aucun mal

Le samedi 02 novembre 2024, Alhoussein Makanéra Kaké, président du FND et ancien ministre de la Communication a animé une conférence de presse sous le thème "Point sur les candidatures indépendantes aux élections". Il a mis l'occasion à profit pour clarifier sa position par rapport à une éventuelle candidature du général d'Armée Mamadi Doumbouya à la prochaine présidentielle en Guinée.



« La vérité, moi je suis quelqu'un de constant, moi je ne vois aucun mal qu'il soit candidat et c'est même incohérent

pour quelqu'un qui a soutenu Alpha Condé de dire qu'il ne trouve pas légale la possibilité de candidature de Mamadi

Doumbouya. Vous savez pourquoi ? Quand Alpha Condé devrait être candidat pour le premier mandat de la quatrième république, l'argument que nous avons brandi, le peuple est souverain, c'est à lui seul de décider », a indiqué Alhoussein Makanéra Kaké, président du FND et ancien ministre de la Communication. Et d'ajouter : « On peut se poser la question sur la qualité du référendum, dire qu'il faut que le référendum, le résultat, reflète la volonté du peuple. Mais on ne peut pas dire que ce que le peuple veut, quelqu'un va s'y opposer. On a dit ça hier. Mamadi vient, on va trouver autre chose, on va lui dire charte. La constitution, bien que la constitution de 2010, ce n'est pas tout le peuple qui a voté, mais c'était la loi quand même suprême, que nous on a modifiée pour mettre une

autre constitution...Vous savez en Guinée, notre problème fondamental, le débat, ce n'est pas le débat d'idées, c'est le débat de personnes physiques. Je vous prie de me croire. Vous pouvez enlever Mamadi, vous mettez mille autres personnes, si nous faisons la même chose, si nous réagissons de la même manière, nous aurons toujours le même résultat ».

Il ne s'est pas aussi empêché de lancer un appel aux Guinéens et de prodiguer des conseils. « Faisons en sorte que demain, si je suis candidat, que ma propre femme qui est là maintenant, ministre de l'administration du territoire, organise l'élection présidentielle, si je ne gagne pas, que je ne puisse gagner. Voilà le combat que je suis en train de mener. C'est pourquoi je vous ai toujours dit, limitation du mandat, je ne suis pas

d'accord. Tel ne peut pas être candidat, c'est Tel qui peut être candidat, je ne suis pas d'accord. Parce que moi, je ne me bats pas contre la présence de quelqu'un comme président, je me bats contre un système. Si vous êtes avec moi pour changer de système, je vais vous accompagner. Mais si c'est le débat de personnes physiques, je ne suis pas dedans. », a-t-il fait savoir. Reste à savoir maintenant si cet appel tombera dans des oreilles attentives, surtout que l'actuel locataire du Palais Mohammed V est accusé, à tort ou à raison, par certains acteurs sociopolitiques, de vouloir confisquer le pouvoir contre la volonté de la majorité des Guinéens.

Kaba Kankoula

JUSTICE

Me Frédéric Foromo Loua réagit à la libération de plusieurs détenus sans jugement

Plusieurs détenus, sans jugement, ont été libérés cette semaine par les autorités judiciaires. Dans cette interview accordée à L'Aigleinfos, Me Frédéric Foromo Loua de l'ONG Mêmes Droits pour Tous a réagi à cette libération.

L'Aigleinfos : Plusieurs détenus non jugés depuis leur incarcération à la maison centrale de Conakry ont été libérés hier par le parquet général. En tant que défenseur des droits de l'homme, quelle appréciation donnez-vous à acte des autorités judiciaires ?

Me Frédéric Foromo Loua : Je crois que c'est une bonne mesure administrative, et ce n'est pas une première, c'est chaque année maintenant on procède à des libérations des détenus qui sont restés longtemps sans être jugés.

L'Aigleinfos : Selon le procureur général près la cour d'appel de Conakry, certains de ces détenus ont fait 10 ans d'autres 11 ans sans être présentés à un juge. Que dit la loi dans ce cas de figure ?

Me Frédéric Foromo Loua : Si nous nous réjouissons de cette mesure, nous demandons au gouvernement d'aller au-delà parce que détenir des personnes longtemps procéder à leur libération sans réparer

les préjudices qui résultent de cette faute imputable à l'administration de la justice. Il faut qu'ils soient assistés pour faciliter leur réinsertion dans la vie socioprofessionnelle. C'est ce que prévoit la loi. Sinon, il faut qu'on sache que ces détenus qui sont restés longtemps dans les prisons sans être jugés ont le droit de saisir les juridictions contre les préjudices qu'ils ont subis du fait de cette situation. Il y en a qui vont se retrouver sans aucun franc, voir sans parent mais comment ils vont s'en sortir ? Il faut que cela change.

L'Aigleinfos : C'est la troisième fois depuis l'arrivée de Fallou Doumbouya à la tête du parquet général de Conakry. Mais jamais cet acte n'a touché les détenus de l'intérieur du pays. Est-ce qu'on peut parler de deux poids deux mesures dans ce cas ?

Me Frédéric Foromo Loua : La Guinée ne se limite pas qu'à Conakry. Il y a des prisons un peu partout dans le pays. Si on parvient à libérer des prisonniers à la maison

centrale de Conakry, la justice doit penser aux prisonniers de l'intérieur notamment à Kindia, Kankan, Labé, N'Zérékoré et un peu partout. Il y a des citoyens qui croupissent dans ces geôles sans aucun respect des procédures légales. Il est important que ces détenus bénéficient des mêmes mesures. On a tout le temps dénoncé le cas des détentions illégales et prolongées, malheureusement la situation perdure avec les effets que nous connaissons.

L'Aigleinfos : Quelle comparaison établissez-vous du fonctionnement de notre appareil judiciaire de ces trois dernières années par rapport aux dix précédentes années ?

Me Frédéric Foromo Loua : L'appareil judiciaire guinéen a toujours le même problème. C'est-à-dire des détentions excessives, manque de personnel, bref les mêmes problèmes. C'est ce qui justifie ces libérations hors procédure, or ce n'est pas normal. Quand quelqu'un est interpellé, il faut qu'il soit jugé dans un délai



raisonnable pour qu'il soit situé sur son sort. Mais des gens qui sont libérés après cinq, sept voire douze ans, on les libère pour qu'ils entrent à la maison sans être jugés mais pour aller faire quoi ?

L'Aigleinfos : Merci à vous Me Frédéric Foromo Loua !

Me Frédéric Foromo Loua : Merci à vous aussi !

Entretien réalisé par Samuel Demba. D

Interview

FÊTE DE L'ARMÉE

Les confidences d'un ancien combattant

L'armée guinéenne a célébré le 01 novembre 2024, le 66ème anniversaire de sa création. A cette occasion, un officier supérieur qui n'a pas pris part aux festivités à cause de son état de santé, a formulé un vœu qui lui est cher. Le colonel Frébory Camara, à la retraite, plaide pour la revalorisation de la pension militaire.

L'Aigleinfos : L'armée guinéenne célèbre l'an 66 de sa création, ce vendredi. Comment vous fêtez cet anniversaire chez vous en étant militaire à la retraite ?

Frébory Camara : Je suis à la retraite depuis 2011. En tant qu'ancien combattant, je célèbre avec joie, cette fête car ceux qui l'ont organisée sont nos fruits dans l'armée.

L'Aigleinfos : Comment vous avez intégré l'armée guinéenne, à l'époque ?

Frébory Camara : J'ai été recruté en 1962. À l'époque, nous étions 500 (cinq cent) personnes venues de Kissidougou, Gueckédou, Macenta, N'zékoré et Beyla. Nous avons fait le centre à Kankan sous le commandement du capitaine Balla Kourouma. Après six mois de formation, on nous a affectés dans les BATA. À l'époque pour être recruté dans l'armée, il faut un contrôle médical pour voir si tu es apte, et que tu sois en bonne santé, on te prend automatiquement.

L'Aigleinfos : Pendant votre carrière militaire, quel est l'acte que vous a posé dont vous êtes fier aujourd'hui ?

Frébory Camara : J'ai plusieurs activités dont entre autres : le centre de réparation de Kindia. Au départ nous étions 58 et



après trois mois de formation, un test a été fait à travers lequel, j'ai été retenu parmi les vingt admis. Ensuite, on a été envoyé à Conakry comme des intouchables et quelque temps après, nous sommes partis pour l'Allemagne pour une formation en génie pont et chaussée. Et quand nous sommes revenus, c'est nous qui avons construit les routes de Conakry. Moi qui vous parle, j'ai été au front de Gaoual avec

le Général Lansana Conté. Nous avons marché jusqu'à Foulamory, une frontière de la Guinée-Bissau. L'aéroport de Faranah, c'est notre génie qui a fait. En 1977, lors de l'agression portugaise, j'étais à Timbo avec le grade de caporal-chef. Je me suis révolté, et j'ai pris mes hommes, nous sommes venus à Conakry pour aider nos amis à combattre l'ennemi.

L'Aigleinfos : Le

gouvernement célèbre l'an 66 de l'armée dans l'enceinte du Camp Alpha Yaya Diallo. Est-ce que votre groupe "les anciens combattants" vous avez été confiés ?

Frébory Camara : Ils nous ont adressé une invitation, et ceux qui pouvaient se déplacer sont allés. Comme vous voyez, je suis malade. J'étais même couché, et Dieu merci d'ailleurs aujourd'hui ça va.

L'Aigleinfos : Au-delà de toutes les dénonciations que font des gens sur l'armée notamment dans le cadre la répression des manifestations, est-ce que vous êtes fier de l'armée actuelle ?

Frébory Camara : Bien entendu, je suis fier d'elle. C'est là où j'ai servi et avec plusieurs avantages. Des voyages, formations,... Mais une armée doit protéger et défendre son peuple.

L'Aigleinfos : Quel conseil pouvez-vous donner aujourd'hui à l'armée guinéenne pour qu'elle soit au service de son peuple ?

Frébory Camara : Je n'ai pas de conseils pour eux. À l'heure là, le militaire c'est la discipline. Ce que son chef lui demande, il exécute.

L'Aigleinfos : En 1984,

l'avènement de Lansana Conté et 2024, le Général Mamadi Doumbouya en passant par le capitaine Moussa Dadis Camara. Est-ce qu'on peut dire que les hommes en uniforme ont pris goût au pouvoir ?

Frébory Camara : Lansana Conté a bien gouverné et aujourd'hui le Général Mamadi Doumbouya est dans la même logique. Il est en train de faire progresser le pays. Ce que je vois, il est à récompenser. Pour moi, s'il accepte, qu'il reste au pouvoir d'abord jusqu'à ce qu'il mette les choses en ordre. De même que tous ceux qui sont indisciplinés qu'ils soient civils ou militaires, qu'il les mette en ordre.

L'Aigleinfos : Qu'est-ce que vous demandez aux autorités concernant votre situation ?

Frébory Camara : Si le Général Doumbouya peut augmenter notre pension militaire, on sera très fier. Ça sera la fierté de toute l'armée guinéenne et tous les anciens combattants seront de son côté, sans mentir.

L'Aigleinfos : Merci à vous, Colonel à la retraite Frébory Camara !

Frébory Camara : Je vous remercie !

Entretien réalisé par Samuel Demba. D

MATOTO

Le tout nouveau chef de quartier de Kissosso plateau donne le ton à l'occasion de la journée d'assainissement

L'opération d'assainissement décrétée le 1er samedi de chaque mois, a été effective samedi 02 novembre 2024 à Conakry. Dans la commune de Matoto, c'est au quartier Kissosso plateau où le président de la délégation spéciale a lancé les opérations. Moussa Diallo était en compagnie du nouveau chef de quartier de ce secteur.

Le premier magistrat de la mairie de Matoto a d'abord salué la motivation des citoyens de Kissosso plateau pour leur engagement dans l'élimination des points noirs et le curage des caniveaux de leur quartier.

« La motivation reste toujours la même depuis le début de ces activités de nettoyage décrétées par les autorités. Chaque 1er samedi du mois et grâce à l'engagement et grâce à la bonne compréhension des citoyens des quartiers, le taux des tas d'immondices a baissé parce que tous les samedis, dans les différents quartiers de Matoto. Les citoyens se mobilisent pour assainir leurs quartiers. Donc, pour le cas précis de cette journée, ce sont les curages des caniveaux bouchés depuis longtemps qui vont se poursuivre », a-t-il déclaré. Moussa Diallo a par ailleurs

déploré l'occupation des travaux dans les marchés. Il a demandé aux étalagistes de ces bordures de quitter ces lieux pour leur sécurité. « On n'a pas besoin de demander cela à quelqu'un parce qu'en cas d'accident, nous serons responsables. Donc il faut que le bon sens vous guide pour votre propre sécurité », a-t-il dit.

Arborant un gilet jaune floqué "Mairie de Matoto" en compagnie des membres de son bureau, le nouveau Président du conseil de quartier Kissosso plateau s'est réjoui du choix porté sur sa juridiction pour le

lancement de cette journée citoyenne. « C'est un plaisir pour mon équipe et moi d'avoir participé à cette journée d'assainissement. Notre objectif premier en tant que responsables du quartier, c'est de veiller à la propreté et à la gestion des déchets. Pour atteindre cet objectif, nous comptons mettre en place une équipe qui doit veiller à la gestion des déchets ici à Kissosso plateau et tout contrevenant à ces dispositions sera puni par la loi en vigueur », dira Aly Jamal Chérif.

De même, ce responsable a mis en garde tout citoyen

de son quartier qui tentera de saboter les actions d'assainissement : « prendre les ordures chez toi, aller jeter dans les caniveaux pour salir l'image de l'autorité, on n'est pas là pour ça. On va chercher à recenser nos agents pour que si on attrape quelqu'un, qu'il réponde devant la loi ».

Cette journée d'assainissement à Matoto a pris fin par la visite du bureau du conseil de quartier de Kissosso plateau par les autorités communales.

Samuel Demba. D

Interview

GUINÉE

Mamadou Oury Diallo, ancien chroniqueur à la radio FIM FM, descend dans l'arène politique

Jusqu'à journaliste et ancien chroniqueur de l'émission MIRADOR de la Radio FIM FM, Mamadou Oury DIALLO s'est lancé dans la politique. Il préside désormais, le Mouvement des Patriotes Libéraux (MPL). Même après sa reconversion, ce journaliste veut rester fidèle à ses opinions pour défendre les causes les plus nobles. Dans une interview accordée à votre quotidien, ce nouvel acteur de la scène politique guinéenne, a motivé son choix.

L'Aigleinfos : Pourquoi vous vous êtes lancé dans la politique ?

Mamadou Oury Diallo : Je me suis lancé dans la politique parce que j'ai voulu continuer à défendre mes convictions les plus profondes, me rendre utile à la société, à défendre les causes collectives et nobles. C'est ce qui a fait qu'être dans les médias, était le milieu le plus idéal pour moi de défendre ces convictions-là puisque la position que nous défendions dans les émissions d'opinions nous permettaient de scruter la vie de notre pays, d'observer la gouvernance globale et de donner nos opinions là-dessus. Et comme vous le savez, depuis plusieurs mois ou presque un an, nous avons été empêchés de participer à cette vie publique là. Et cela a dicté ma position après plusieurs réflexions à faire le pas de l'espace médiatique à celui politique, parce que la politique nous offre la possibilité de critiquer, analyser, donner notre opinion à la vie de la nation mais encore mieux de s'opposer en alternative face à ceux qui dirigent et qui selon nous, ne le font pas bien.



C'est donc cette fidélité à mes convictions qui m'a poussé à rejoindre le champ politique. Mais pour moi, je dirais que c'est une sorte de retour parce

que j'ai activement milité dans un parti politique avant de me retrouver dans les médias.

L'Aigleinfos : Vous lancez dans la politique

au moment où l'agrément du média pour lequel vous travailliez est retiré. Est-ce que si les choses entraînent en ordre, vous reviendrez en journalisme et vous allez faire les deux à la fois ?

Mamadou Oury Diallo : J'avoue que le choix est déjà fait. Si cela se présentait, j'assumerais de me dédier à la politique mais quand c'est nécessaire parce que la politique n'est pas un métier.

L'Aigleinfos : Est-ce que chez le Président Mamadou Oury, on peut dire désormais que le combat pour l'obtention des médias est derrière nous ?

Mamadou Oury Diallo : Ça va du tout puisque j'ai dit qu'aller en politique n'est que pour moi la suite logique de la défense de mes convictions les plus profondes. Cela voudrait dire nous continuerons à défendre les libertés comme la liberté d'expression, de presse. Donc ce n'est pas une façon de fuir le débat ou le problème mais c'est une sorte d'avance que je prends pour d'éventuelles situations comme ça qui pourraient arriver parce que rien ne nous dit que même si

c'est demain on rouvrirait ces médias, ces autorités ou toute autre autorité ne prendrait pas la même décision que j'ai qualifiée de catastrophique.

L'Aigleinfos : Vous venez sur un terrain qui est conquis par des formations politiques qualifiées de grands partis. Comment comptez-vous vous installer ?

Mamadou Oury Diallo : On ne réinvente pas la roue. Nous venons dans un espace politique large et nous occupons désormais une portion de cet espace, nous aurons notre démarche, notre spécificité pour aller vers les citoyens pour porter nos messages pour qu'ils adhèrent à notre dynamique, notre philosophie. Je pense que c'est comme ça que nous pourrions occuper cette portion que nous voulons.

L'Aigleinfos : Merci à vous Monsieur Mamadou Oury Diallo, ancien chroniqueur de FIM !

Mamadou Oury Diallo : C'est moi qui vous remercie !

Entretien réalisé par Samuel Demba. D

CRÉATION DE L'ARMÉE GUINÉENNE

66 ans après...

Le vendredi 1er novembre 2024, l'armée guinéenne a célébré l'An 66 de sa création. À cette occasion, le ministre de la Défense nationale, le général à la retraite Aboubacar Sidiki Camara (Idi Amin pour les intimes) a tenu un discours dans lequel il a rappelé le parcours glorieux des soldats guinéens, tout en faisant remarquer que l'armée s'est modernisée sous le CNRD pour assurer la défense du pays.

« D'une centaine de soldats en 1958, nous sommes devenus une force de plusieurs milliers prête à défendre notre intégrité territoriale. Notre vision aujourd'hui est de rendre notre armée plus professionnelle, capable d'accomplir toutes ses missions avec efficacité. Malgré les époques glorieuses et les défis que nous avons su relever, une constance demeure : notre armée a toujours été le garant de la paix et de la stabilité de notre nation. Nous portons avec fierté l'héritage de nos aînés en affirmant notre souveraineté et notre engagement à défendre notre pays. Il est essentiel de rappeler que depuis notre indépendance, nous avons appris à compter sur nos propres forces.

Les 66 ans d'existence de notre armée témoignent des nombreuses tentatives de déstabilisations souvent extérieures que nous avons su surmonter grâce à la cohésion de nos soldats. À ce jour, aucune base militaire étrangère n'a été établie sur notre sol et nos forces ont toujours œuvré pour maintenir la paix même dans des contextes difficiles comme notre engagement en République sœur du Mali, au Liberia, en Sierra Leone, en Guinée Bissau, au Congo pour ne citer que ceux-ci », a déclaré le ministre de la Défense nationale, le général à la retraite Aboubacar Sidiki Camara.

Kaba Kankoula



ÉLECTION DE DONALD TRUMP AUX ÉTATS-UNIS

De nombreuses réactions en Afrique, mais des souvenirs mitigés

Aux États-Unis, Donald Trump a remporté la présidentielle. Le républicain s'offre un deuxième mandat à la Maison-Blanche. Cette élection américaine est, bien sûr, suivie partout dans le monde, notamment sur tout le continent africain. Les réactions affluent. Que va changer pour l'Afrique, ce nouveau mandat ? Que retenir de la politique africaine lors de son premier mandat ?

On se rappelle tous des propos désobligeants tenus par Donald Trump lors de son passage à la Maison-Blanche. Il avait alors qualifié Haïti et les nations africaines de « pays de merde ». Ce qui avait suscité l'indignation sur le continent.

Mais hormis cet incident, le président Donald Trump avait montré peu d'intérêt pour l'Afrique. Lors de son premier mandat de 2016 à 2020, Donald Trump n'y a effectué aucune visite officielle, contrairement à ses prédécesseurs. Le président Barack Obama lui a visité 7 pays africains, le républicain Georges W. Bush lui en a visité 11.

Même les membres de l'administration Trump se sont peu déplacés sur le continent. Son principal secrétaire d'État, Mike Pompeo, n'a effectué qu'un voyage au Sénégal et en Éthiopie, en toute fin du premier mandat de Donald Trump.

Un peu par obligation, disaient certains chercheurs, pour tenter de contrer la concurrence chinoise, notamment économique. Et pourtant, malgré ce manque d'intérêt affiché de Donald Trump, la politique africaine de son administration s'est inscrite dans la continuité. Comme par le passé, il a surtout été question de stimuler l'investissement et d'accentuer les échanges commerciaux avec l'Afrique. D'ailleurs, durant sa présidence, Donald Trump a maintenu les budgets alloués à l'Afrique.

La continuité aura été également sur le plan sécuritaire, où l'administration Trump a maintenu son soutien à plusieurs pays dans leur lutte contre la menace djihadiste, tout en réduisant sensiblement la présence militaire américaine sur le continent.

Une « belle victoire » pour Félix Tshisekedi

Il y a toutefois nombreuses réactions dès ce mercredi matin sur tout le continent africain, des félicitations à Donald Trump du président nigérian Bola Tinubu, du Premier ministre éthiopien Abiy Ahmed, du président burundais Evariste Ndayishimiye. À Kinshasa, Félix Tshisekedi, président de la RDC, a salué cette élection



en parlant d'une « belle victoire », rapporte Patient Ligodi, notre correspondant.

Le chef de l'État congolais s'est dit prêt à collaborer avec le nouveau président américain élu et à renforcer ce qu'il qualifie de partenariat stratégique entre la RDC et les États-Unis, des pays qui, selon lui, « entretiennent déjà de bonnes relations amicales et de coopération ». L'entourage de Félix Tshisekedi a également exprimé l'espoir d'une implication accrue des États-Unis dans la recherche de la paix dans l'Est de la RDC. « Nous allons travailler avec la nouvelle équipe par rapport à la situation dans la partie et pour des solutions durables [...]. Et le président Trump a été clair là-dessus, il va mettre fin aux guerres qui existent », explique Tina Salama, porte-parole du président Tshisekedi.

De leur côté, peu de médias congolais ont, jusqu'à présent, couvert l'élection américaine de manière approfondie. Les plateaux de télévision sont restés discrets. Peu d'experts étaient invités à commenter le scrutin américain. C'est sur les réseaux sociaux que l'engouement pour les élections américaines est le plus visible.

Sur les réseaux sociaux congolais, le débat se focalise sur la figure de Donald Trump,

suscitant commentaires, débats et parfois même des memes humoristiques. Ce matin, dans les taxis bus de Kinshasa, les discussions allaient bon train sur le scrutin. Certains passagers échangeaient leurs opinions sur Trump, débattant de sa personnalité flamboyante.

Des conséquences économiques négatives en Afrique du Sud ?

Le président sud-africain a félicité Donald Trump, même si ce résultat n'est pas forcément de bon augure pour le pays. Dans son message, Cyril Ramaphosa espère que la « collaboration étroite et mutuellement bénéfique » entre les deux nations pourra continuer, et souhaite travailler de concert avec le gouvernement américain alors que l'Afrique du Sud puis les États-Unis accueilleront le G20 en 2025 et 2026, rapporte Claire Bargelès, notre correspondante à Johannesburg.

Cependant, le pays ne garde pas vraiment de bons souvenirs de Donald Trump. Avant son premier mandat, il affirmait sur ses réseaux sociaux que la nation arc-en-ciel était un pays « ravagé par le crime », ou encore un « bazar total et très dangereux ». Puis, une fois au pouvoir, il a entrepris de dénoncer qu'il appelle la

« confiscation des terres aux fermiers blancs », surfant sur les théories de génocide des blancs aussi partagées par Elon Musk.

Cela a poussé la présidence sud-africaine à condamner des propos « malheureux et mal informés ». Les résultats de ces élections ne devraient donc pas, a priori, faciliter les relations entre les deux pays.

Cette élection pourrait même avoir des conséquences négatives sur le plan économique, pour l'Afrique du Sud. Le rand, la monnaie sud-africaine, a d'ailleurs connu une baisse significative, ce matin. Et cela pourrait continuer, selon les analystes, en raison de l'incertitude qui entoure les futures politiques de Donald Trump.

Le bras de fer avec la Chine devrait aussi avoir des conséquences, puisque Pékin est le premier partenaire commercial de Pretoria, juste devant Washington. Enfin, le nouveau programme protectionniste de Donald Trump pourrait directement toucher l'Afrique du Sud, mal vue par certains Républicains en raison de ses liens avec les Brics et de son soutien à la cause palestinienne.

À voir aussi ce que deviendront ses avantages liés à l'Agoa, cet accord qui permet d'exporter des produits africains vers les États-Unis sans droits de douane, et qui profite à des secteurs sud-africains comme le matériel automobile, les produits chimiques, et des produits agricoles comme les agrumes, ou le vin.

Au Sénégal, du fatalisme et pas de craintes particulières

Les félicitations officielles à Donald Trump sont venues ce matin du président bissau-guinéen. Oumarou Cissoco Emballoy souhaite plein succès à Donald Trump pour son mandat et dit se réjouir de renforcer avec lui les relations entre les deux pays.

Au Sénégal, un partenaire diplomatique important pour les États-Unis au vu de sa stabilité dans la région, le président sénégalais a adressé ses félicitations à Donald Trump dans l'après-midi. « J'ai à cœur de renforcer la

coopération entre nos deux pays et d'œuvrer ensemble pour la paix, la prospérité et le respect des valeurs que nous avons en partage », a-t-il dit, sur le réseau social Twitter.

Le camp présidentiel est en pleine campagne pour des législatives cruciales pour décrocher une majorité à l'Assemblée, c'est peut-être la raison de ce retard. En attendant, du côté de militants et de sympathisants du parti au pouvoir, on accueille cette victoire avec fatalisme et sans crainte particulière, rapporte Léa-Lisa Westerhoff, notre correspondante à Dakar.

En 2016, il y avait une certaine inquiétude, a confié à RFI un membre du FRAPP, ce mouvement anti-impérialiste proche du parti au pouvoir, le Pastef. L'inquiétude de voir le discours nationaliste et raciste de Donald Trump prendre au Sénégal par exemple.

Mais aujourd'hui, disait ce militant, « on sait à qui on a affaire. On sait qu'il n'y a pas d'attentes à avoir en termes de solidarité internationale, mais pas non plus d'animosité vis-à-vis du Sénégal ».

L'analyse similaire du côté du professeur en civilisation américaine, Ousmane Sène. La première élection de Donald Trump en 2016 n'a pas bouleversé la relation entre le Sénégal et les États-Unis.

Les programmes de développement américains à destination du Sénégal sont restés les mêmes, tout comme la relation diplomatique qui est bonne. Il faut dire que Les États-Unis ne sont pas un investisseur ou partenaire commercial majeur du Sénégal. Le pays reste loin derrière l'Europe, la Chine ou la Turquie.

La crainte est plutôt au niveau géopolitique, que Donald Trump puisse s'opposer, par exemple, à la demande de l'Afrique d'avoir un ou deux sièges permanents aux Nations unies, alors que Joe Biden lui était d'accord, ou encore que Trump puisse sortir de l'accord sur le climat. Des décisions qui par ricochets auraient des conséquences négatives pour l'Afrique.

Interview

DROITS DE L'HOMME

Un réseau d'avocats pour la défense des hommes de médias

C'est une bonne nouvelle pour le paysage médiatique guinéen et de la sous-région ouest-africaine. Des avocats de la Guinée et de l'Afrique de l'Ouest ont mis en place un réseau pour la défense des hommes de médias et activistes des droits de l'Homme. En Guinée, ce réseau est représenté par Me Salifou Béavogui. Le Syndicat de la Presse des Professionnels de Guinée (SPPG) se réjouit de la mise en place de cette initiative.

L'Aigleinfos : Un réseau d'avocats pour la défense des hommes de médias et activistes des droits de l'Homme vient de voir le jour. Parlez-nous en ?

Sékou Jamal Pendessa : Comme vous l'avez constaté dans la déclaration, il existe désormais un réseau d'avocats pour la défense des médias et activistes des droits de l'Homme. C'est un grand réseau composé d'avocats venus des seize pays de la sous-région. Il est parrainé par la fondation des médias d'Afrique de l'Ouest. Vous savez, notre sous-région est marquée par des transitions militaires qui font assez de mal à la presse. Il était donc question de trouver une forme d'aide judiciaire ou d'assistance juridictionnelle pour la presse de la sous-région, et c'est ce que la fondation des médias pour d'Afrique de l'Ouest a fait. Nous accueillons très bien cette nouvelle parce que le contexte est vraiment préoccupant.

L'Aigleinfos : Comment est-il implanté en République de Guinée ?

Sékou Jamal Pendessa : En Guinée ici, c'est Me Salifou Béavogui qui représente le réseau parce qu'il a beaucoup fait pour les hommes de médias.



À chaque fois que nous avons eu des soucis, il a toujours été là pour nous comme tant d'autres avocats d'ailleurs. Donc, nous le félicitons parce que le choix est tombé sur lui. C'est un honneur mérité qui est reconnu jusqu'à l'international.

L'Aigleinfos : La mise en place de ce réseau intervient à un moment où un confrère (Bakary Bamba) est détenu à la maison centrale. Est-ce que Me Béa est saisi de ce dossier ?

Sékou Jamal Pendessa : Comme Dieu sait faire les choses, il arrive du Ghana

où il a pris part à l'assemblée générale constitutive de ce réseau qui se tient les 07, 08 et 09 octobre, et puis voilà que le Doyen Bakary Gamalo Bamba qui a été agressé par le président de la CRIEF, a été envoyé en prison. Le SPPG a consulté immédiatement Me Béa, et ça va être son premier dossier en tant que représentant de ce réseau pour assurer la défense de notre confrère.

L'Aigleinfos : Qu'en est-il des médias dont les agréments sont retirés ?

Sékou Jamal Pendessa : Nous

sommes entrain d'analyser pour pouvoir attaquer cette décision du Ministère de l'Information et de la Communication à la justice à cause des agréments du groupe ADHAFO MEDIAS, DJOMA et FIM. Que les prédateurs de la liberté de la presse comprennent qu'on va désormais les traquer sans problème, et quand l'ampleur d'un dossier concernant les journalistes arrive à un certain niveau, il n'est pas exclu que les autres membres du réseau de la sous-région, viennent appuyer la dynamique.

L'Aigleinfos : Justement

nous sommes le 02 novembre aujourd'hui, dédié à la journée internationale de la fin de l'impunité et des crimes commis contre les journalistes. Quel regard portez-vous sur cette journée ?

Sékou Jamal Pendessa : Malheureusement, cette journée va trouver un journaliste en prison qui a d'abord été victime de violence avant de se retrouver là. On a toujours raté l'occasion de célébrer cette journée parce qu'en la célébrant, on doit se dire dans notre vie, un journaliste ne devrait pas se retrouver en prison. Et si c'est ce qui est fait, c'est un honneur pour nous. Mais s'il n'y a pas un journaliste en prison, il se trouve que les dossiers de crimes commis contre les journalistes n'ont toujours pas été jugés. Vous vous rappelez l'affaire de bastonnade à l'ECO 3 de Matam, jusqu'à présent ce dossier dort.

L'Aigleinfos : Merci à vous Camarade Sékou Jamal Pendessa !

Sékou Jamal Pendessa : C'est moi qui vous remercie !

Entretien réalisé par Samuel Demba. D.

MISE EN ŒUVRE DES RECOMMANDATIONS DES ASSISES

Tenue d'un atelier à la Primature

Il s'est tenu le 31 octobre et le 1er novembre 2024 à Conakry un atelier d'approbation de la commission technique du comité de suivi pour mesurer le niveau de mise en œuvre des 45 recommandations des assises nationales.

A l'ouverture de cet atelier visant à outiller les secrétaires généraux, les chefs de cabinet, les directeurs des bureaux de stratégie et de développement (BSD) et les représentants institutionnels pour faire une tournée dans les différents départements ministériels impliqués dans la mise en œuvre des 45 recommandations issues des assises nationales, le ministre directeur de cabinet de la Primature, Mohamed Lamine Sy Savané, a déclaré : « L'instrumentalisation de l'ethnie pour la conquête et l'exercice du pouvoir, la corruption généralisée, la mauvaise répartition des

richesses nationales, la culture de l'impunité, l'insécurité et le manque de justice sont entre autres les causes qui ont engendré cette situation préoccupante. C'est pourquoi, le CNRD a inscrit parmi ses priorités le renforcement de la cohésion sociale et la poursuite du processus de réconciliation nationale pour le vivre-ensemble. Pour matérialiser cette volonté clairement exprimée à travers les dispositions de l'article 2 de la Charte de la Transition, le chef de l'Etat, en s'adressant à la nation à l'occasion de l'An 1 de sa venue au pouvoir, a convié le peuple de Guinée à des assises nationales dénommées journées de vérité et de pardon qui se sont déroulées du 22 mars au 29 avril 2022 dont le but principal était d'écouter les Guinéens sur toutes les violences et violations de droits humains dont ils ont été victimes ou témoins afin de se pardonner mutuellement... Les assises nationales ont été

sanctionnées d'un rapport assorti de 45 recommandations axées principalement sur la vérité, la justice, la réparation et les réformes institutionnelles permettant de garantir la non répétition des violences. Cette rencontre a pour but de préparer une tournée de suivi du niveau de mise en œuvre des recommandations dans les départements ministériels.

Parmi les 45 recommandations, certaines sont déjà mises en œuvre, d'autres en cours et une troisième catégorie n'est pas encore entamée. Par exemple, au niveau de la Justice, le procès du 28 septembre 2009 était l'une des recommandations phares. Au niveau de l'Habitat, la justice a été rendue aux impactés de Kapor-Rails. Un domaine a été mis à leur disposition à Coyah. Au niveau de la Santé, certains impactés par balles qui vivaient avec soit des cicatrices soit des balles dans

l'organisme ont été conviés à des consultations au niveau régional et les cas qui n'ont pas pu être pris en charge ont été orientés au niveau de l'hôpital sino-guinéen »

Pour sa part, la porte-parole de la commission technique du comité de suivi et de mise en œuvre des recommandations des assises nationales, Fanta Conté, a indiqué : « Lors de la cérémonie de remise officielle des recommandations des assises nationales, le chef de l'Etat avait pris l'engagement solennel de veiller personnellement à la mise en œuvre de ces 45 recommandations. Et donc, pour donner suite à cet engagement, il avait mis en place un comité de pilotage qui est présidé par Monsieur le Premier ministre. Ce comité est appuyé par une commission technique. Cette commission technique envisage de faire une tournée dans

les différents départements ministériels qui sont impliqués dans la mise en œuvre de ces 45 recommandations, mais également dans certaines institutions comme le CNT pour faire l'état des lieux, quelles sont les actions qui n'ont pas encore été réalisées et quels sont les facteurs de blocage pour qu'ensemble nous puissions identifier les pistes de solutions pour faciliter la mise en œuvre de ces 45 recommandations. Avant donc de faire cette tournée, nous avons tenu à organiser cette rencontre d'échanges pour non seulement permettre aux secrétaires généraux et certains cadres des départements concernés, de s'approprier ces 45 recommandations, mais aussi des outils de collecte ; parce que nous allons pour collecter les données ».

Mamadou Oury

CRISE POLITIQUE EN ALLEMAGNE

Scholz limoge le ministre des Finances, la coalition vole en éclats

Le chancelier allemand Olaf Scholz a limogé mercredi 6 novembre son ministre des Finances Christian Lindner et va demander aux députés de se prononcer sur la tenue d'élections anticipées, tirant les conséquences de querelles qui paralysaient sa coalition. Dans la soirée, le parti libéral FDP a annoncé que tous les ministres libéraux vont quitter le gouvernement Scholz.

Cette décision, aboutissement de mois de querelles, entre les trois partis du gouvernement, plonge la première économie européenne dans une crise politique inédite, à un moment crucial pour l'Europe, déjà sous le choc de la victoire de Donald Trump aux États-Unis.

Le ménage à trois avait commencé en décembre 2021 comme une relation polyamoureuse qui devait moderniser le pays, et ce, sur la durée. Il s'achève par un règlement de comptes par micros interposés qui témoigne des affres des mois passés et des profondes divergences entre les trois alliés, rapporte notre correspondant à Berlin, Pascal Thibaut. Le bouclage compliqué du budget 2025 a mis en exergue une fois de plus deux philosophies opposées entre les partis de gauche, SPD et verts d'un côté, favorables aux aides à l'industrie, au tournant énergétique et à des mesures sociales. Et de l'autre, un Parti libéral qui défendait le frein à la dette, plaidait pour des baisses d'impôts et une remise en cause de mesures sociales.

Le chancelier Scholz n'a pas mâché ses mots à l'encontre de son ministre des Finances et président du Parti libéral Christian Lindner. « Celui qui, dans une situation aussi difficile, rejette toute solution et tout compromis est irresponsable. Christian Lindner a trop souvent agi pour des raisons partisans. Il n'existe plus de fondement pour une collaboration. On ne peut pas gouverner sérieusement de cette manière », a lancé le chancelier allemand.

L'intéressé a répliqué à quelques pas de là en rendant le chancelier responsable de la rupture. « Les



contre-propositions du chancelier sont ternes, sans ambition. Olaf Scholz a malheureusement montré qu'il n'a pas la force de donner un nouveau souffle à notre pays », a répondu Christian Lindner.

Vote de confiance aux députés

Face aux « ultimatus » de son ministre des Finances, chef du camp libéral, Olaf Scholz a jugé qu'il n'avait pas le choix : il a d'abord décidé de limoger Christian Lindner, grand argentier du gouvernement et président du parti libéral FDP, puis annoncé qu'il posera la question de confiance aux députés.

Les élus du Bundestag décideront le 15 janvier s'ils veulent que des législatives anticipées se tiennent avant la date prévue en septembre

2025. Cela pourrait être le cas en mars. Christian Lindner, chef de file du camp libéral, a « trop souvent trahi ma confiance », a déploré le dirigeant allemand, dénonçant son comportement « égoïste. »

Le FDP a annoncé dans la soirée que tous ses ministres allaient quitter le gouvernement de coalition d'Olaf Scholz, privant ainsi le chancelier de majorité à la chambre des députés. « Les autres ministres FDP » en plus de M. Lindner, qui est aussi président du parti, « ont expliqué qu'ils allaient présenter leur démission au chancelier et au chef de l'État », a déclaré à la presse le président du groupe parlementaire du mouvement, Christian Dürr.

Une rare rupture de coalition

La rupture a été actée après une journée de pourparlers de crise organisés à la chancellerie pour tenter de sauver l'exécutif dirigé par Olaf Scholz depuis fin 2021. Les ruptures de coalition sont très rares en Allemagne et Olaf Scholz voulait mener la sienne jusqu'aux prochaines législatives prévues pour le 28 septembre 2025.

Mais l'équipe gouvernementale est minée depuis des mois par les dissensions politiques, sur l'économie et l'immigration, et les querelles de personnes. Les désaccords se concentrent sur les solutions pour relancer la première économie européenne menacée de récession pour la deuxième année consécutive.

Les sociaux-démocrates d'Olaf Scholz veulent préserver leurs priorités sociales ; les Verts de Robert Habeck font pression pour lutter contre le changement climatique malgré les coûts de la transition tandis que les libéraux sont arc-boutés sur le respect des limites constitutionnelles drastiques de l'Allemagne en matière de déficits budgétaires et de dette.

L'élection de Trump n'a pas eu l'effet escompté

Olaf Scholz pensait que l'élection à la présidence des États-Unis annoncée le matin même du républicain Donald Trump, adepte du protectionnisme et des confrontations diplomatiques, forcerait sa fragile coalition à serrer les rangs. C'est le contraire qui s'est produit. Selon le quotidien Bild, le ministre des Finances a argumenté lors de la réunion de crise que cette élection et l'impact à en attendre rendaient encore

plus urgent un changement de cap économique en Allemagne.

Le vice-chancelier écologiste et ministre de l'Économie Robert Habeck avait exhorté chacun à revenir à la raison, soulignant qu'avec le retour de Trump au pouvoir, « le gouvernement doit être en capacité totale d'agir ». « C'est le pire moment pour que le gouvernement échoue », avait-il averti en début de semaine.

Autre argument majeur contre l'éclatement de la coalition, et donc des élections anticipées : les conservateurs sont largement en tête dans les sondages et leur chef, Friedrich Merz, fait figure de favori pour devenir chancelier. Quant au parti d'extrême droite AfD, en forte progression dans les derniers scrutins, il se tient en embuscade en deuxième position.

Désaccord et fuite de document

Mais le fossé entre les partis de la coalition était devenu trop grand ces derniers jours, les désaccords se concentrant sur les solutions pour relancer la première économie européenne qui risque d'être en récession pour la deuxième année consécutive.

La fuite d'un document de Christian Lindner en vue d'un « tournant économique » libéral, à l'encontre de la ligne centriste jusqu'à présent suivie par le gouvernement, a finalement été la goutte de trop. Le ministre, chantre de l'austérité budgétaire, avait lui-même menacé à plusieurs reprises de quitter la coalition avant la fin de l'année s'il n'obtenait pas gain de cause.

RFI

ÉVALUATION DES PARTIS POLITIQUES

Le MATD présente le rapport final à la société civile et aux associations de presse

Après les partis politiques, les institutions nationales et internationales, ce fut au tour des associations de presse et des plateformes de la société civile d'être reçues le jeudi 31 octobre 2024, au ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation pour la présentation du rapport final de l'évaluation des partis politiques guinéens.

Dans son intervention de circonstance, Moussa Iboun Conté du Conseil national des organisations de la société civile guinéenne a déclaré : « Je voudrais me réjouir de la qualité du rapport. Il faut reconnaître que le travail a été bien fait. Cela devrait nous servir plutôt de cataclysme pour permettre aux partis politiques qui ont été évalués de se remettre en cause. Parce que tel que c'est fait, ce n'est dirigé contre personne. C'est fait pour que les gens se remettent en cause, qu'ils qualifient leur travail. Parce que ceux qui prétendent diriger

notre pays, il faut qu'ils montrent pattes blanches, qu'ils soient des références. Parce que quand vous devez diriger un pays, il faudrait que vous cochiez toutes les cases. Donc, c'est ce qu'on leur demande » Pour lui, ce qui se passe dans notre pays est vraiment triste. « Quand vous prenez le rapport, des partis politiques qui ont dirigé notre pays pendant plus de six décennies, sont épinglés. Donc, cela est vraiment gravissime. C'est une autoflagellation que devaient se faire les partis politiques à leur niveau. Je crois que c'est un signal fort aussi qu'on envoie vers les

organisations de la société civile. Quand vous prétendez diriger un pays, il faut que vous soyez en règle avec les règles de ce pays. Et pour ce qui concerne les partis politiques, je crois que c'est un devoir de leur part de se remettre en cause. », a-t-il martelé. Quant à la Directrice nationale des Affaires politiques et de l'Administration électorale, Mme Camara Djenab Touré, elle dira ceci : « La prochaine étape, c'est qu'il y a 37 partis politiques qui n'ont pas été évalués. Ils vont commencer à venir récupérer les outils d'évaluation à partir du

5 novembre. Ils ont deux jours pour récupérer les outils. Ensuite, ils auront trois semaines pour se préparer. Après trois semaines, ils vont recevoir les équipes. À la différence, il n'y aura pas de mission déployée, mais ce sont les directeurs préfectoraux qui vont faire l'évaluation avec les bureaux fédéraux, donc les démembrements de ces partis sur l'ensemble du territoire, dans les 33 préfectures et dans les communes. Parce que vous n'êtes pas sans savoir que le ministre a pris une décision pour nommer ces responsables au niveau des

préfectures et des communes de Conakry. Donc, nous, au niveau central, on va visiter et ils seront soumis à la même procédure que les autres partis politiques qui ont été évalués. Ensuite, il y aura pas de résultat. Et d'ajouter : « Nous avons aujourd'hui une base de données et nous allons faire en sorte qu'en dernière position, que les gens puissent soumettre leurs documents à distance, via notre plateforme que nous sommes en train de finaliser en termes de gestion des partis politiques ».

Mamadou Oury

SANTE

9 Bienfaits du taro sur la santé

Le saviez vous ? Le taro est un légume nutritif et sain qui guéri beaucoup de maladies ! Le taro fait partie des légumes oubliés pourtant, ce tubercule est un excellent aliment qui est à la fois sain et nutritif.

Cuit ou grillé et en purée ou en gâteau, vous pouvez diversifier vos habitudes alimentaires, car ses feuilles et ses racines se mangent. Le taro répond aux recommandations des nutritionnistes, car il renferme des amidons, des protéines, des lipides et de nombreuses vitamines qui permettent de soigner beaucoup de maladies. Si vous ignorez encore les vertus de ce légume, on se fera une joie de vous les présenter par la suite.

1. Comment le taro réduit la fatigue ?

Si vous voulez réduire la fatigue après un effort physique, n'hésitez pas à consommer le légume-racine qu'est le taro. Avec son faible indice glycémique, il permet de maintenir votre énergie beaucoup plus longtemps. Il n'est pas étonnant que ce tubercule soit l'aliment favori des sportifs. En utilisant ses feuilles, vous pouvez combattre la transpiration. Pour les préparations culinaires avec le taro, vous pouvez le marier avec d'autres produits, tels que la viande ou le poisson.

2. Comment le taro aide à la digestion ?

Depuis longtemps, le taro est salué pour ses vertus digestives. Malgré sa forte teneur en protéines, il est simple à digérer et permet de faciliter le processus de digestion. Si ses tiges sont capables de prévenir les troubles digestifs, ses feuilles permettent de soigner



la diarrhée. Ce tubercule peut aussi limiter les vomissements tout en protégeant des tendances nauséuses. Voilà pourquoi il est recommandé aux femmes enceintes, surtout pendant les premiers trimestres de grossesse où les nausées du matin sont quotidiennes.

3. Comment le taro retarde le processus de vieillissement ?

Vous voulez rester jeune ? C'est simple, consommez du taro de temps en temps. Excellente source d'antioxydants, ce tubercule permet de réduire le processus de vieillissement. Sa consommation régulière aide à maintenir la santé de votre peau en l'hydratant et en améliorant le derme autour des yeux. Si vous prenez un coup de soleil, sachez qu'il réduit la sensibilité à la lumière, ce qui rend votre derme toujours jeune et éclatant. En cas de

plaies ou de blessures, ce légume tropical facilite aussi la cicatrisation.

4. Comment le taro baisse le risque de diabète ?

Si vous souffrez de diabète ou vous êtes susceptible d'en souffrir, il est possible de le traiter naturellement avec le taro, car il permet de maintenir à la normale le niveau de sucre dans le sang. Pour ce faire, vous pouvez utiliser les racines ou les feuilles. Comestibles, ils apportent les nutriments indispensables pour contrôler le taux de glycémie afin de toujours rester en bonne santé. Par ailleurs, vous pouvez également faire confiance à ce légume pour réduire les problèmes d'hypertension artérielle et les maladies cardiovasculaires.

5. Comment le taro maintient la santé des os ?

Pour garantir la santé de vos os, faites appel aux bienfaits du taro puisqu'il prévient et soigne toutes les maladies des os fragiles. Il est donc parfait pour traiter l'ostéoporose. En consommer de temps en temps permet également de favoriser la santé des dents et gencives. En cuisine, ce légume-racine peut être accompagné de nombreux plats. Vous pouvez cuire à la vapeur les racines et les mélanger avec d'autres tubercules.

6. Comment le taro fait perdre des kilos ?

Très nutritif, le taro ne reste pas moins un aliment minceur, car une tasse de ce légume cuit ne rapporte que 187 calories à votre organisme. C'est une excellente coupe faim pour garder la ligne de manière saine, et voilà une autre bonne raison d'intégrer cet aliment tropical dans votre régime alimentaire. D'ailleurs, les recettes avec le taro ne manquent pas pour ravir vos palais. Frit ou cuit et bouilli ou en purée, il se retrouve désormais sur vos assiettes régulièrement sans que vous preniez des kilos en trop.

7. Comment le taro évite la perte de la vue ? Vous avez des problèmes de vue ? Il suffit de manger les racines et les feuilles du taro. En plus d'améliorer votre capacité visuelle, ce légume intervient aussi dans l'hydratation de vos yeux. Ce n'est pas tout, car ce tubercule aide également

à réduire les risques de cécité nocturne. Grosso modo, les vertus de ce légume viennent à bout des faiblesses des cinq sens puisque sa consommation fréquente permet aussi de traiter les problèmes d'audition.

8. Comment le taro garde vos cheveux en bonne santé ?

Le taro est un produit naturel qui maintient vos cheveux en bonne santé. Le traitement avec ce légume aide à préserver leur couleur tout en permettant d'avoir un effet lustré. Vous n'avez plus besoin d'utiliser les produits industriels pour prévenir la chute de votre chevelure. Vous pouvez faire un masque à base de taro que vous appliquerez sur les cheveux en les massant doucement. Laissez agir pendant quelques minutes, puis rincez.

9. Comment le taro optimise vos défenses immunitaires ?

Pour améliorer votre immunité, faites entrer le taro dans vos habitudes alimentaires. Ses feuilles, sa tige et ses racines contiennent des éléments nutritifs qui optimisent vos anticorps. Ainsi, votre organisme est protégé et résiste aux microbes et aux virus de toutes sortes. En cas de rhume ou autres épidémies, le taro intervient pour combattre contre le « non soi » de votre corps, et en cas d'infections, il empêche la propagation des microbes.

Source : Autre Presse

AG DU RPG ARC-EN-CIEL

Le parti réagit à sa mise sous observation

Le samedi 02 novembre 2024, le RPG Arc-en-ciel, ancien parti au pouvoir, a tenu son assemblée générale hebdomadaire à son siège à Gbessia, dans la commune du même nom. Une occasion qui a été mise à profit pour réagir à la mise sous observation du parti par le MATD, suite à l'évaluation des partis politiques, dont le rapport final a été publié en début de semaine.

Dr Sékou Condé, président du bureau des cadres du parti, a fait part de sa surprise, au regard des résultats obtenus par le parti d'Alpha Condé ces dernières années. Il a par ailleurs rappelé que le RPG Arc-en-ciel est issu de la fusion de plus de 50 partis politiques en 2011 et que le parti est parvenu à se hisser comme un acteur majeur de la scène politique guinéenne. « Au cours des dix dernières années, nous avons obtenu 3.316 conseillers communaux lors des élections locales et 59 députés lors des législatives, dont le professeur Alpha Condé, réélu à trois reprises entre 2010 et 2020.

Ces performances devraient nous absoudre de toute mise en observation », a martelé Dr Sékou Condé, tout en promettant de répondre aux questions relatives aux activités menées par le parti entre 2021 et 2023. Au cours de cette assemblée générale, il a été également annoncé la création de la Permanence nationale afin de renforcer la structure et l'organisation du parti à l'échelle nationale. L'ancien parti au pouvoir appelle de tous ses vœux un dialogue constructif avec les autorités de la transition, réaffirme son attachement aux principes démocratiques et à

la transparence dans la vie politique guinéenne.

Il faut rappeler que ce sont 211 partis politiques qui ont été répertoriés sur toute l'étendue du territoire national ; dont 54 partis politiques ont été suspendus pour trois mois pour divers motifs : agrément non valide du parti politique ; non fourniture de la liste des membres de l'organe de direction; existence d'un conflit interne en cours entre les membres de l'organe de direction du parti politique; absence d'un compte bancaire au nom du parti politique, ouvert en République de Guinée ; non tenue de la comptabilité annuelle

de gestion du parti politique ; les états de comptabilité annuelle doivent être conformes aux lois et règlements en vigueur en République de Guinée, être certifiés par un cabinet comptable agréé, et inclure : un bilan, un compte de résultat, un tableau des flux de trésorerie et des notes annexes ; non déclaration des modifications dans les statuts ou des changements de membre dans

l'organe de direction du parti politique ; application d'une modification statutaire ou d'un changement de membre dans l'organisation de direction, refusés par le MATD. Et 67 autres formations politiques ont été placées sous observation pour trois mois, dont le RPG Arc-en-ciel du professeur Alpha Condé et l'UFDG de Cellou Dalein Diallo.

Kèfina Diakité



WANINDARA

Un fondateur d'une école, accusé de viol sur mineure, les cours empêchés dans son établissement

L'affaire remonte depuis plus de trois mois, à Thierno Sidi, un secteur relevant du quartier Wanindara, dans la commune de Lambanyi, où un fondateur d'école aurait entretenu des relations extraconjugales avec une fillette de 7ème Année. Cet acte sexuel qui aurait été entretenu dans un motel de la place, a engendré une grossesse. De quoi, provoquer la colère des parents de la victime.



Dans la matinée du lundi, 04 novembre 2024, des élèves du Groupe Scolaire Diallo El hadj Nouhou et la famille de Rouguiatou Diallo âgée de 17 ans, victime de viol de la part du fondateur, ont tenu un sit-in devant l'établissement pour empêcher la tenue des cours suite à la libération du fondateur, qui clame son innocence dans le quartier.

« Il a enceinté notre fille et il l'a fait avorter, la fille souffre. Cela fait six mois que nous sommes entre Ignace Deen et Donka. Quand on a parlé à l'OPROGEM, ils ont transféré le dossier au Tribunal de Première Instance de Dixinn. Quand on a présenté des preuves,

le Gérant de l'hôtel et le Médecin qui a fait l'avortement, ont été condamnés à la prison centrale de Conakry. Quelque temps après, le fondateur fut libéré. Il est venu dire dans le quartier qu'il était accusé, il a été libéré provisoirement. Nous sommes venus ce matin à l'école, quand les élèves arrivent on les informe de ce qui s'est passé. Dieu a fait qu'il n'y a pas eu de problème, les gens nous ont écoutés, il n'y a pas eu cours. Nous demandons à l'Etat de rendre justice dans cette affaire. On ne peut rien faire si ce n'est pas de manifester notre colère pour que justice soit faite », a dénoncé Tidjane Sow, l'oncle de la victime.

Les autorités éducatives restent muettes sur ce sujet pour l'heure. Malgré la présence d'un représentant de la Direction Communale de l'Education de Ratoma sur les lieux de la scène, aucune déclaration publique n'a pas été tenue. « C'est à la justice de trancher ce problème. On ne peut pas admettre que les cours soient perturbés dans cette école. Ce que nous pouvons vous dire, est que les cours vont reprendre le lundi ici en attendant qu'une solution soit trouvée », a-t-il exprimé hors micro sous anonymat.

Samuel Demba. D

MALADIES RÉNALES

Le centre d'hémodialyse "Pr Yacouba Touré" inauguré à Kipé

Le mercredi, 06 novembre 2024, l'on a procédé à l'inauguration du centre d'hémodialyse "Pr Yacouba Touré" à l'hôpital sino-guinéen de Kipé. C'est un centre qui a été financé par la Fondation Orange Guinée et qui va désengorger des structures publiques existantes et offrir une prise en charge moderne aux patients souffrant d'insuffisance rénale chronique.

Cette cérémonie d'inauguration a été présidée par la ministre des Postes, des Télécommunications et de l'Économie Numérique, Rose Pola Pricemou, en présence de plusieurs autorités sanitaires et des partenaires.

Sékou Dramé, le président du Conseil d'Administration d'Orange Guinée a, dans son intervention de circonstance, insisté sur l'importance de cette initiative, tout en précisant que cet investissement de près de

7,5 milliards de francs guinéens constitue un acte concret de solidarité et d'engagement de la part d'Orange Guinée envers les populations guinéennes.

« Cet événement incarne la volonté d'Orange Guinée à contribuer, aux côtés du gouvernement, à améliorer la qualité de vie des Guinéens, et particulièrement de ceux qui souffrent de maladies rénales. Ce centre va transformer le quotidien de nombreux patients », a-t-il indiqué.

Quant au Directeur général de l'hôpital sino-guinéen, Dr Mohamed Diané, il fera savoir que l'infrastructure est composée de plusieurs blocs fonctionnels essentiels : une salle de soins, un espace pour les accompagnants, un magasin, une buanderie, ainsi qu'un groupe électrogène pour assurer une autonomie énergétique.

« Ce centre n'est pas seulement une infrastructure, c'est une réponse aux défis sanitaires du pays », a-t-il déclaré.

Le chef de cabinet du ministère de la Santé et de l'Hygiène publique, Dr Pépé Billivogui, a, au nom de son ministre, salué ce projet en ces termes : « La mise en service de ce centre témoigne d'une volonté forte de renforcer notre système de santé et d'offrir des soins de qualité à nos citoyens, en particulier ceux qui souffrent de maladies rénales ». La ministre Rose Pola Pricemou, pour sa part, a remercié la Fondation Orange Guinée, pour cet autre acte posé en faveur

des populations guinéennes. « Grâce à ce centre, nous offrons un espoir tangible à de nombreux Guinéens. La santé est un pilier fondamental du développement durable, et chaque initiative comme celle-ci est cruciale pour améliorer la vie de nos concitoyens », a déclaré Mme Rose Pola Pricemou, ministre des Postes, des Télécommunications et de l'Économie numérique.

Mamadou Oury

PAGE NOIRE

Le Kountigui de la Basse-Guinée, Elhadj Sékhouna Soumah, tire sa révérence

Le jeudi 31 octobre 2024, alors qu'ils s'y attendaient le moins, les Guinéens ont appris avec tristesse et consternation, le décès à Conakry du Kountigui de la Basse Côte, Elhadj Sékhouna Soumah des suites de maladie.

Dès l'annonce de cette disparition, les hommages, les messages de compassion et des condoléances sont venus de toutes les couches du pays. Les leaders politiques, les coordinations régionales, les activistes de la société civile, les leaders religieux, les commerçants, les associations de jeunes et de femmes se sont relayés dans les médias et sur les réseaux sociaux pour présenter leurs sincères condoléances à la famille biologique de l'illustre disparu, aux braves populations de Tanènè, son village natal et à tout le peuple de Guinée. Le lundi 04 octobre, un symposium a été organisé au palais du

peuple pour rendre hommage à ce grand chef coutumier, en présence de plusieurs personnalités de la présidence de la république, du CNT et du Gouvernement, ainsi que des coordinations régionales du pays. Le cortège funèbre a ensuite quitté Conakry pour Tanènè puis pour le Petit Lac où repose à jamais Elhadj Sékhouna Soumah auprès de feu Lansana Conté, deuxième président de la Guinée indépendante.

Pour beaucoup d'observateurs de la scène sociopolitique guinéenne, la disparition de l'ancien maire de la CR de Tanènè constitue sans nul doute une grande perte pour la Guinée. Il est

présenté non seulement comme un sage et un infatigable promoteur de la paix mais également comme un soutien de taille pour les cinq derniers présidents de la Guinée indépendante (Lansana Conté, Moussa Dadis Camara, Sékouba Konaté, Alpha Condé, Mamadi Doumbouya). Elhadj Sékhouna Soumah aura été une autorité morale à la fois respectée et très influente, qui n'a ménagé ni ses efforts ni ses moyens pour rassembler les Guinéens au-delà de l'ethnie, de la région et de la religion. Que la terre de Guinée qu'il a aimée et servie loyalement lui soit légère. Amen.

Kéfina Diakité



CHINE-AFRIQUE

Une relation dynamique

Depuis le début du 21e siècle, la Chine a réussi à se hisser à la deuxième place dans l'économie mondiale, après les États-Unis. Elle revendique ainsi une influence diplomatique et économique mondiale, rivalisant avec les autres grandes puissances en matière de commerce et d'investissement, notamment en Afrique.

L'Afrique, en revanche, est une vaste zone géographique de la planète, c'est le troisième continent le plus grand du monde en termes de superficie et le deuxième en termes de population (estimée à environ 1,5 milliard d'habitants en 2024). Elle a une superficie d'environ 30,2 millions de kilomètres carrés avec les îles environnantes et occupe 6 % de la surface totale de la Terre et 20,4 % de la superficie totale des terres émergées.

Elle est également riche en ressources naturelles (pétrole, gaz naturel, uranium, lithium, cobalt, diamants, or, cuivre, etc.) et présente donc un grand intérêt économique. La République démocratique du Congo, par exemple, représente environ 70 % de la production mondiale de cobalt.

Les relations de la Chine avec les pays africains ne sont pas nouvelles. Elles remontent aux années 1950, et plus précisément à 1955, lorsque la Conférence de Bandung eut lieu, au cours de laquelle les 29 pays africains et asiatiques participants adoptèrent les "Cinq principes pour une coexistence pacifique", auxquels la Chine avait initialement souscrit en 1954 avec l'Inde. Ces principes sont le respect mutuel de la souveraineté et de l'intégrité territoriale, la non-agression mutuelle, la non-ingérence mutuelle dans les affaires intérieures de chacun, l'égalité et les avantages mutuels et la coexistence pacifique.

A cette époque, la Chine signait des accords commerciaux avec des États africains, comme l'Algérie ou le Soudan. Fin 1963, Chu Enlai, alors Premier ministre chinois et numéro deux après Mao Zedong, effectua un voyage dans dix États africains en deux mois. Depuis, la présence chinoise en Afrique n'a cessé de s'intensifier.

Les intérêts de la Chine sur le



continent africain sont centrés sur l'économie, la politique, la sécurité et la culture. L'Afrique est importante pour la Chine principalement parce qu'elle lui fournit d'importantes ressources pour soutenir sa base industrielle en pleine croissance, ainsi que pour assurer sa sécurité énergétique. En même temps, la Chine considère l'Afrique comme une destination importante pour ses produits manufacturés à bas prix.

L'Afrique joue également un rôle important au sein des organisations multilatérales internationales et notamment dans celles où chaque pays-membre dispose d'une voix. La Chine tente ainsi d'attirer les gouvernements africains afin de recueillir le soutien de ses politiques sur la scène internationale.

Depuis 2002, en effet, le Forum sur la coopération sino-africaine (FOCAC) est pleinement

opérationnel, dont les membres sont 53 pays africains (c'est-à-dire tous pleinement reconnus à l'exception du Royaume d'Eswatini qui entretient des relations diplomatiques avec Taiwan), et qui fonctionne à trois niveaux, le niveau ministériel étant le plus élevé. Il se tient également tous les trois ans, en alternance entre un pays africain et la Chine. La dernière conférence du FOCAC s'est tenue à Pékin du 4 au 6 septembre 2024.

Lors de cette 9e Conférence, le président chinois Xi Jinping s'est engagé à fournir à l'Afrique 360 milliards de yuans (50,7 milliards de dollars) d'aide financière au cours des trois prochaines années, tout en promettant que son gouvernement contribuerait à créer au moins 1 million d'emplois sur le continent.

Le FOCAC, créé en 2000, est le principal mécanisme de coordination multilatérale entre les pays africains et la Chine,

et repose sur les déclarations sur les principes de coexistence pacifique. Il est le principal canal par lequel la Chine fournit des ressources aux pays africains. Par le biais du FOCAC, la Chine fournit des aides sous forme d'annulation de la dette (en 2003, elle a annulé 750 millions de dollars américains pour un total de 31 pays africains) sous forme de dons, de prêts à taux réduit et de prêts sans intérêt.

Pékin est donc le premier créancier et l'un des principaux financeurs de nombreux projets d'infrastructures. Les fonds chinois ont servi à la construction d'autoroutes, de voies ferrées -récemment les réseaux ferroviaires Addis-Abeba-Djibouti et Mombasa-Nairobi au Kenya ont été livrées aux gouvernements locaux -, de ports et de centrales électriques sur tout le continent (au Nigeria, au Ghana et au Gabon, par exemple).

En effet, plus de 3000 entreprises chinoises sont présentes dans les villes africaines, dont plus de 70 % sont des entreprises privées, constituant le pilier des investissements chinois en Afrique.

De 2017 à 2022, les investissements directs étrangers (IDE) de la Chine en Afrique ont atteint 74 milliards de yuans (10,14 milliards de dollars), ce qui représente 18 % des investissements directs étrangers mondiaux en Afrique et au même niveau que l'Europe et les États-Unis.

Pékin est le premier partenaire commercial du continent africain. Selon le Fonds monétaire international (FMI), près d'un quart des exportations africaines sont destinées à la Chine, principalement des minéraux et des métaux, et environ 16 % des importations proviennent de ce pays. Les échanges commerciaux de la Chine avec les pays africains ont atteint un pic en 2023, à 282

milliards de dollars.

Parallèlement, comme le rapporte le Global Times, des touristes chinois ont visité plusieurs destinations africaines en 2024, notamment le Kenya, la Tanzanie et le Maroc. En fait, selon cette publication, le Kenya a annoncé 1,1 milliard de dollars de revenus provenant d'activités touristiques similaires au cours du seul premier semestre de 2024.

La Chine est en outre en concurrence féroce et ouverte avec l'Occident, en premier lieu avec les États-Unis, en Afrique, les deux superpuissances tentant d'accroître leur influence politique sur le continent et leur accès à ses ressources naturelles.

La campagne de pénétration de la Chine en Afrique prend un poids supplémentaire pour le régime chinois, qui revendique le leadership dans ce qu'on appelle le 'Sud global', qui a pris une telle ampleur qu'elle indique implicitement la réorganisation du pouvoir mondial entre un monde ancien et un monde émergent.

En conclusion, je voudrais souligner que le principe déclaré de non-ingérence dans les affaires intérieures des autres États ne doit en aucun cas être contourné par la Chine. L'avenir de l'Afrique, qui a été brutalement torturée par le colonialisme européen - la plus exploitée en termes de ses ressources naturelles et de sa population - doit être déterminé par les Africains, et non dicté par des puissances étrangères qui pourraient chercher à exploiter leurs ressources et leurs points problématiques à leur propre avantage.

***Isidoros Karderinis est né à Athènes en 1967. Il est journaliste, romancier et poète. Facebook : Karderinis Isidoros**

GABON

Ouverture de la campagne référendaire

Au Gabon, c'est l'ouverture de la campagne électorale pour le référendum constitutionnel prévu le 16 novembre 2024. Ce jour-là, les Gabonais seront appelés aux urnes pour voter par un « oui » ou « non » sur le projet de la Constitution du pays qui prévoit notamment un régime présidentiel avec un mandat de sept ans renouvelable une seule fois.

Ce projet divise les Gabonais. « Gabonaises, Gabonais, je vous appelle à participer massivement à ce référendum, car notre seul ennemi est l'abstention ». En lançant cet appel, le président de la transition, Brice Clotaire Oligui Nguema joue gros. Le référendum est le premier rendez-vous électoral pour les militaires au pouvoir. Le projet

de Constitution ne fait pas l'unanimité.

« Dynamique unitaire s'est toujours battu pour un Gabon des institutions fortes. Or, le projet garantit un homme fort à la tête du pays et non des institutions fortes », dit, par exemple, Roger Abessolo, le président de Dynamique unitaire, puissant syndicat des travailleurs. Et plusieurs

autres personnalités politiques appellent également à voter « non ».

Pas d'effervescence en ce premier jour de campagne. En revanche, les appels à voter « oui » se multiplient, comme Florentin Moussavou, le troisième vice-président de l'Assemblée nationale : « Voter oui massivement, parce que c'est l'avenir du pays qui est en

jeu. Cette Constitution constitue une des clés majeures pour permettre au Gabon de réaliser un saut qualitatif vers l'avenir. »

Il n'y a en tout cas pas eu d'effervescence en ce premier jour de campagne. Le pouvoir gabonais a dépêché plusieurs missions à l'intérieur du pays pour un travail d'explication du texte auprès des populations.

RFI

INONDATIONS EN ESPAGNE**Plusieurs dizaines de personnes sont toujours portées disparues**

Alors que 219 personnes sont mortes, un total de 93 personnes sont toujours portées disparues depuis les inondations qui ont ravagé le sud-est de l'Espagne voilà huit jours, selon un nouveau bilan publié mercredi par le tribunal supérieur de justice de la région de Valence.

Cela fait maintenant plus d'une semaine qu'ont eu lieu les inondations meurtrières en Espagne où 219 personnes sont décédées. Dans un communiqué publié le mercredi 6 novembre au soir, le tribunal précise que quatre nouvelles disparitions ont été officiellement signalées aux forces de police et de gendarmerie, portant à 93 le nombre de personnes recherchées, la très grande majorité dans la région de Valence.

Le nombre de personnes disparues « peut augmenter ou diminuer en fonction des nouvelles identifications des personnes décédées, de l'augmentation du nombre de signalements de disparitions ou de la localisation des personnes en vie », précise-t-il toutefois.

Sur le terrain, les opérations de recherche se sont poursuivies mercredi, notamment dans les parkings sous-terrains et les cours d'eau de la banlieue de



Valence, zone la plus affectée par les inondations. Les 15 000 soldats et policiers déployés dans la région continuent par ailleurs de participer aux travaux de déblaiement et de remise en état des routes et des infrastructures détruites par les intempéries.

Risque sanitaire

Une semaine après les inondations, le risque sanitaire pour la population reste bien présent. « Le principal risque après des inondations d'une telle ampleur, c'est que l'approvisionnement en eau

ne soit contaminée par des matières fécales à cause du fait que les fosses septiques puissent avoir débordé. On peut donc avoir des épidémies qui sont en général des troubles digestifs avec des diarrhées et mal au ventre, éventuellement de la fièvre liée

à la contamination de l'eau de boisson, soit par l'Escherichia coli, par les salmonelloses, par certains parasites », explique le professeur Pierre Tattevin, chef du service des maladies infectieuses et de la réanimation médicale au CHU de Rennes au micro de RFI.

Devant l'ampleur de la catastrophe, le gouvernement a annoncé mardi une d'urgence de 10,6 milliards d'euros, prévoyant des aides directes pour les habitants et les entreprises sinistrés et la prise en charge des travaux engagés par les municipalités.

Mercredi, la Banque européenne d'investissement (BEI), dirigée depuis janvier par l'ex-ministre espagnole de l'Économie Nadia Calviño, a quant à elle annoncé une aide financière de 900 millions d'euros pour aider à la reconstruction de la région.

RFI

PRÉSIDENTIELLE AMÉRICAINE**Kamala Harris concède sa défaite et appelle à « continuer à se battre »**

La vice-présidente démocrate Kamala Harris a pris la parole mercredi 6 novembre au lendemain de sa défaite à l'élection présidentielle, reconnaissant l'issue du scrutin. Les électeurs démocrates peinent à cacher leur déception face au résultat.

Kamala Harris a concédé mercredi après-midi sa défaite électorale face à Donald Trump lors d'un discours à Washington durant lequel la vice-présidente démocrate sortante s'est engagée à une transition pacifique avec son rival républicain tout en promettant de continuer à lutter pour la démocratie.

Admettant que l'issue du scrutin n'est « pas celle espérée », en épilogue d'une courte campagne électorale après la mise en retrait du président sortant Joe Biden fin juillet, Kamala Harris a exprimé son intention de ne « pas abandonner » le combat qui a animé sa campagne.

« Le résultat de cette élection n'est pas ce que nous voulions, pas ce pour quoi nous nous sommes battus, pas ce pour quoi nous avons voté », a déclaré la vice-présidente lors de son discours, affirmant que

la « lumière de la promesse de l'Amérique brillera toujours [...] tant que nous n'abandonnons pas et que nous continuons à nous battre. »

Devant des milliers de partisans rassemblés devant l'emblématique université Howard, qui accueille traditionnellement des étudiants afro-américains, la vice-présidente sortante a promis de continuer à se battre pour les droits des femmes, contre la violence par armes à feu et « pour la dignité que toute personne mérite. »

Elle a fait savoir qu'elle avait appelé Donald Trump pour le féliciter pour sa victoire électorale, ajoutant s'être engagée auprès de son rival républicain à une passation pacifique du pouvoir. « Nous aiderons [Donald Trump] et son équipe dans la transition et nous nous engagerons dans un transfert pacifique du pouvoir

», a déclaré la candidate démocrate.

Après son discours, Kamala Harris « a été une partenaire incroyable » a déclaré Joe Biden mercredi dans un communiqué, en saluant « l'intégrité, le courage et le tempérament » de la vice-présidente après sa sèche défaite face à Donald Trump. « Elle va continuer à être une dirigeante que nos enfants admireront pendant des générations, tandis qu'elle imprimera sa marque sur l'avenir de l'Amérique », a ajouté le président américain, dont c'est la première déclaration personnelle depuis l'élection, et qui doit s'adresser jeudi aux Américains.

Des démocrates dépités et en colère contre leur parti

À Detroit, les électeurs du parti démocrate espèrent que des leçons seront tirées de cette défaite, relate notre envoyée spéciale sur place, Loubna

Anaki.

Dans la ville, où Kamala Harris est arrivée en tête avec plus de 62 %, on accuse le coup. « Les gros mots ont volé chez moi la nuit dernière. Rien que d'en parler, j'ai les larmes aux yeux. C'est terrible... », explique une électrice, dépitée. « J'espère que ça ne sera pas aussi dramatique que durant son premier mandat. En tant que jeune femme, je suis vraiment inquiète », souhaite une autre.

Ces électeurs déçus, parfois en colère, estiment que les démocrates devraient se poser des questions sur leur choix et leur stratégie de campagne. « On les a trop entendus dire "On n'est pas Trump, vous devez voter pour nous", mais personne ne veut être coincé et obligé à voter comme ci ou comme ça », s'exclame une autre électrice.

Maggie, également électrice démocrate, ne cache pas

sa colère envers le parti démocrate. « Je déteste le fait que Trump ait gagné, même si je ne suis pas fan d'Harris et de certaines de ses positions, mais je suis tellement en colère que Trump soit passé. C'était littéralement facile et les démocrates ont merdé ! »

« Les démocrates sont champions quand il s'agit de perdre. Et puis ils vont blâmer tout le monde pour leur mauvaise campagne. Généralement, ça tombe sur une des minorités comme si c'étaient elles les responsables », dénonce une habitante de Detroit.

Joe Biden s'est-il retiré trop tard ? Kamala Harris était-elle la bonne candidate ? Son programme était-il assez clair ? Ce sont certaines des questions auxquelles les démocrates vont justement devoir répondre dans les semaines et mois à venir.

RFI